

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
DREAL Occitanie - Unité inter-départementale 65-32  
Cité administrative  
10 rue de l'Amiral Courbet  
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 12/03/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 25/02/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNAUF INSULATION LANNEMEZAN**

501 voie napoléon III  
65300 Lannemezan

Références : 2025\_0059\_Dp  
Code AIOT : 0006806581

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/02/2026 dans l'établissement KNAUF INSULATION LANNEMEZAN implanté 501 VOIE NAPOLEON III 65300 Lannemezan. L'inspection a été annoncée le 29/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite d'inspection portait sur deux points :

- l'intégration de l'installation de production d'oxygène exploitée par Linde France au sein du site industriel de Knauf Insulation. A ce titre, l'inspection avait pour objectif de vérifier la prise en compte des risques accidentels liés à la proximité et aux interactions entre les deux installations, ainsi que l'organisation de la coordination entre les deux exploitants, notamment au travers d'une convention d'assistance, d'un plan d'urgence et d'exercices communs ;
- la surveillance des émissions atmosphériques, des retombées atmosphériques dans l'air ambiant ainsi que la surveillance de l'impact des rejets sur les sols et les végétaux.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNAUF INSULATION LANNEMEZAN
- 501 VOIE NAPOLEON III 65300 Lannemezan
- Code AIOT : 0006806581
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site de production KNAUF Insulation de Lannemezan est spécialisé dans la fabrication de laine de verre.

A ce titre, le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 décembre 2024.

L'établissement est par ailleurs soumis à la directive européenne n°2010/75 du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles, dite «IED», pour laquelle il doit respecter le document de référence sur les meilleures techniques disponibles (MTD) du secteur des activités de fusion de matières minérales (rubrique 3340).

**Thèmes de l'inspection :**

- Air
- Eau de surface
- Eaux souterraines
- Plans d'urgence

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Si la définition et la signalisation locale des zones à risque par Linde apparaissent conformes à la prescription, leur absence d'intégration dans le plan global du site Knauf constitue un point d'amélioration au regard d'une approche intégrée des risques et de la cohérence documentaire attendue à l'échelle du site autorisé.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan d'urgence mutualisé avec Linde France	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.7.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Respect des valeurs limites dans les rejets atmosphériques (concentrations)	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 3.2.4	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillance des rejets canalisés	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.2	Sans objet
3	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.3	Sans objet
5	Surveillance des retombées atmosphériques dans l'air ambiant	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.1	Sans objet
6	Surveillance de l'accumulation du plomb et du cadmium dans les sols	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.2	Sans objet
7	Surveillance de l'impact des rejets sur les végétaux	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.3	Sans objet
8	Transmission des résultats	Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats établis lors de la visite du 25/02/2026 que :

- Les consignes relatives à l'unité de production d'oxygène exploitée par Linde sont intégrées au plan d'urgence du site Knauf Insulation et couvrent les moyens d'intervention, les procédures d'alerte et les modalités d'arrêt d'urgence de l'installation. Toutefois, l'inspection relève le non-respect de la fréquence annuelle de réalisation des exercices communs prévus par la convention d'assistance entre les deux exploitants, qui devra être mise à jour pour ajuster leur périodicité et anticiper les modalités applicables à la future unité de production d'oxygène.
- les dispositifs de surveillance réglementaire (rejets canalisés, retombées atmosphériques, sols, végétaux) sont en place et les fréquences de contrôle sont respectées ;
- Les transmissions des rapports de surveillance externe sont correctement assurées ;
- Les principaux points de vigilance concernent des dépassements ponctuels des valeurs limites d'émission, en particulier sur les poussières de la ligne L4, qui font l'objet d'investigations techniques et d'un plan d'actions en cours, ainsi qu'un écart formel relatif à la transmission mensuelle des synthèses issues de la surveillance en continu ;
- En matière d'environnement, aucune tendance à l'accumulation dans les sols n'est mise en évidence ; des dépassements ponctuels dans les végétaux ont été observés sans lien établi avec les rejets de l'installation, ce qui appelle une vigilance renforcée mais ne caractérise pas, à ce stade, une pollution attribuable au site ;
- Globalement, la surveillance environnementale apparaît structurée, avec toutefois un enjeu

prioritaire de stabilisation des émissions de poussières sur la ligne L4.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'urgence mutualisé avec Linde France

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 7.7.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes générales d'intervention
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.</p> <p>Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p> <p>L'exploitant prévoit un exercice de défense contre l'incendie à minima tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classes et conservés au moins quatre ans.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'inspection s'est attaché à ne contrôler que les consignes associées à l'unité de production d'oxygène exploitée par Linde France et son intégration au sein du site industriel exploité par Knauf Insulation (cf. rapport d'inspection Linde du 25/02/2026).</p> <p>L'inspection a constaté que les consignes intégrées au plan d'urgence du site exploité par Knauf Insulation et applicables à l'installation de production d'oxygène exploitée par Linde précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie (extincteurs adaptés, RIA, modalités d'intervention des équipiers de première intervention et port de l'ARI) ;</li><li>• la procédure d'alerte interne et externe, ainsi que les modalités d'accueil des secours sur site ;</li><li>• les procédures d'arrêt d'urgence de l'installation (coup de poing d'arrêt d'urgence local, fermeture des conduites d'alimentation en oxygène, coupures des réseaux selon les scénarios).</li></ul> <p>La convention d'assistance conclue entre les deux exploitants prévoit la réalisation d'un exercice commun annuel visant à tester l'organisation des secours et la coordination entre les entités.</p> <p>Toutefois, l'inspection relève que :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le dernier exercice a été réalisé le 1er juillet 2024 (exercice « Flash »). Le compte rendu correspondant est à transmettre à l'inspection ;</li><li>• l'exercice précédent a été réalisé le 13 décembre 2017, sur le scénario d'un malaise avec perte de connaissance d'un intervenant dans la station oxygène. Le compte rendu de cet exercice est également à transmettre.</li></ul> <p>L'exploitant a justifié pendant l'inspection de la réalisation d'exercice incendie annuel, le dernier ayant été réalisé le 10 juillet 2025.</p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour la convention d'assistance entre Knauf Insulation et Linde France afin de préciser explicitement la périodicité annuelle des exercices communs.

Cette mise à jour doit permettre de garantir :

- la planification et la réalisation d'exercices conjoints à intervalles réguliers ;
- la traçabilité des exercices, avec transmission systématique des comptes rendus à l'inspection ;
- la coordination effective entre les deux exploitants et les services d'incendie et de secours lors de situations d'urgence (incendie, incidents sur l'unité de production d'oxygène, malaises ou autres sinistres).

L'objectif est d'assurer que la fréquence des exercices soit conforme aux dispositions prévues dans la convention et adaptée aux risques spécifiques de l'installation.

Toutefois, l'unité de production d'oxygène exploitée par Linde France ayant vocation à cesser son activité en 2026, cette demande deviendra sans objet pour cette installation à l'issue de son exploitation. Néanmoins, Knauf Insulation devra intégrer ces exigences dans la planification et l'organisation des exercices relatifs à sa future installation de production d'oxygène, afin de garantir un niveau de sécurité équivalent et une coordination opérationnelle efficace avec les services de secours en cas d'incident. L'exploitant transmet à l'inspection, la convention avec le futur exploitant de la nouvelle unité de production d'oxygène.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Surveillance des rejets canalisés**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des rejets dans l'atmosphère

**Prescription contrôlée :**

Les mesures sont effectuées au droit des 8 points de rejet suivants :

- conduit L1 : four de fusion ;
- conduit L2 : fibérisation, formage, four de polymérisation et cooling ;
- conduit L4 : ligne de laine de verre blanche ;
- conduit L4 bis : filtration de l'atelier laine blanche ;
- conduit L4 ter : ligne de transport de laine blanche ;
- conduit L5 : événements des cuves de stockage de liants.

L'exploitant réalise une surveillance en continu (concentration et flux) des polluants suivants :

Point de rejet	Paramètres	Fréquence
----------------	------------	-----------

L1	Débit, poussières	Mesure et enregistrement en continu
L2	Débit, poussières, NH <sub>3</sub>	Mesure et enregistrement en continu
L4	Débit, poussières	Mesure et enregistrement en continu

La surveillance en continu du paramètre NH<sub>3</sub> au niveau du point de rejet L2 est mise en place sous un délai de 9 mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant met en place une surveillance trimestrielle de ce paramètre jusqu'à la mise en service de la sonde NH<sub>3</sub>.

Un soin particulier est apporté à la fiabilisation de la mesure et à l'enregistrement en continu de ces paramètres (cf article 3.3.1).

L'exploitant fait réaliser par un organisme extérieur agréé, selon les fréquences reprises ci après, des prélèvements et des mesures, suivant des méthodes normalisées, sur l'ensemble des paramètres cités.

Le rendement épuratoire des systèmes de traitement est vérifié lors des mesures annuelles.

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L1** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Semestrielle
Vitesse	Semestrielle
Poussières	Semestrielle
SOx	Semestrielle
NOx	Semestrielle
COVNM	Annuelle
HCl	Annuelle
HF	Annuelle

Métaux classe I - Hg+Ti+Cd	Semestrielle
Métaux classe II - Co+Ni+Se+As	Semestrielle
Métaux classe III - Sb+Cr+Cu+Mn+V+Sn	Semestrielle

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L2** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Semestrielle
Vitesse	Semestrielle
Poussières	Semestrielle
Composés organiques volatils exprimées en carbone	Semestrielle
NH <sub>3</sub>	Semestrielle
Formaldéhyde	Annuelle
Phénol	Annuelle
Amines	Annuelle
Acrylamide	Annuelle
Furfural	Annuelle

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L4** dans les conditions suivantes :



Paramètre	Fréquence
Débit	Semestrielle
Vitesse	Semestrielle
Poussières	Semestrielle

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L4 bis** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Vitesse	Annuelle
Poussières	Annuelle

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L4 ter** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle
Vitesse	Annuelle
Poussières	Annuelle

L'exploitant assure une surveillance du rejet **L5** dans les conditions suivantes :

Paramètre	Fréquence
Débit	Annuelle

Vitesse	Annuelle
NH <sub>3</sub>	Annuelle
Formaldéhydes	Annuelle

Les mesures sont réalisées par un organisme agréé par le ministre de l'environnement ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des analyses sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Les mesures sont effectuées selon les dispositions fixées par l'arrêté du 11 mars 2010 portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère, et dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. Les valeurs limites d'émission sont considérées comme respectées si les résultats de chacune des séries de mesures ne dépassent pas les valeurs limites d'émission.

#### Constats :

L'exploitant avait informé l'inspection d'un retard dans la mise en service de la surveillance en continu du paramètre NH<sub>3</sub> sur le point de rejet L2. Lors de l'inspection, l'exploitant a indiqué que la mise en service sera réalisée semaines 20/21. La réalisation du QAL2 sera faite en semaine 26.

Dans cette attente, la surveillance trimestrielle de ce paramètre a été maintenue.

L'exploitant a justifié de la réalisation de mesures :

- sur la ligne L4 le 04/02/25 (essais comparatif avec IRH) - rapport de l'APAVE du 21/12/2025 référencé 134690999-001-1 (paramètre poussières uniquement)
- sur l'ensemble des lignes (L1, L2, L4bis, L4ter, L4 et L5) du 14/02 au 06/03/25 - rapport de IRH référencé MPYP250046-25-26-R1 - 19 juin 2025
- sur les lignes L1 (paramètre poussières), L2 (paramètre CO) et L4bis (paramètre poussières) le 26/05/25, - rapport de IRH référencé MPYP250046-25-56-R1 - 18 juin 2025
- sur la ligne L1 le 04/06/25 - rapport de l'APAVE du 13/06/2025 référencé 135046865-001-2 (paramètre poussières uniquement)
- sur l'ensemble des lignes (L1, L2, L4bis, L4ter, L4 et L5) du 26/08 au 29/08 et le 15/10 (contrôle inopiné DREAL) - rapport de l'APAVE du 25/11/2025 référencé 135053094-001-1
- sur les lignes L1 et L4 le 14/10/2025 (contre mesures) - rapport de l'APAVE du 25/11/2025 référencé 135351421-001-1

L'inspection a constaté que la fréquence de contrôle de l'ensemble des paramètres pour les 5 lignes de production est respectée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillances des rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La synthèse des résultats de la surveillance en continu des émissions atmosphériques est transmise à l'Inspection des installations tous les mois et accompagnée des commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p> <p>Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques effectué par l'organisme extérieur agréé est transmis à l'Inspection des installations classées dès réception par l'exploitant accompagné des commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection a constaté que l'exploitant ne transmet pas actuellement de synthèse mensuelle des résultats de la surveillance en continu des émissions atmosphériques.</p> <p>Toutefois, l'inspection propose que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• prévienne systématiquement l'inspection en cas d'écarts constatés sur les valeurs mesurées en continu, comme il le fait déjà pour les contrôles externes ;</li> <li>• tienne à disposition de l'inspection l'ensemble des synthèses mensuelles des données de surveillance en continu, permettant un suivi a posteriori.</li> </ul> <p>Par ailleurs, l'inspection constate que l'exploitant transmet, par mail et via GIDAF, l'ensemble des rapports de contrôle des émissions atmosphériques réalisés par les organismes agréés, accompagnés des commentaires sur les causes des dépassements éventuels et sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Respect des valeurs limites dans les rejets atmosphériques (concentrations)**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillances des rejets atmosphériques

Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Pour le rejet L1

Paramètre	Concentration en mg/Nm3	Flux en kg/h	Flux en kg/t de verre fondu
Poussières	20	0,57	0,04

SOx	135	3,82	0,29
NOx	300	8,49	0,63
COVNM	20	0,57	/
HCl	10	0,28	0,02
HF	5	0,14	0,01
Métaux classe I - Hg+Ti+Cd	0,1 (0,005 par métal)	0,002	/
Métaux classe II - Co+Ni+Se+As	1	0,03	/
Métaux classe III - Sb+Cr+Cu+Mn+V+Sn	5	0,14	/
Pb	1	0,03	/
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr rVI	1	0,03	0,0025
As+Co+Ni+Cd+Se+Cr rVI+Sb+Pb+CrIII+Cu +Mn+V+Sn	2	0,06	0,005
H <sub>2</sub> S	5	0,14	/

Pour le rejet L2

Paramètre	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en Kg/h
COV exprimées en carbone	20	10,6

Poussières	20	10,6
NH <sub>3</sub>	50	26,5
Formaldehyde	2	2,12
Phénol	5	2,65
Amines	2	1,1
Acrylamide	0,3	0,2
Furfural	8	4,2
Acétaldéhydes	3	1,59
CO	100	53

Pour le rejet L4

Paramètre	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en Kg/h
Poussières	30	2,7

Pour le rejet L4 bis

Paramètre	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en Kg/h
Poussières	30	0,26

Pour le rejet L4 ter

Paramètre	Concentration en mg/Nm <sup>3</sup>	Flux en Kg/h
Poussières	20	0,34

--	--	--

Pour le rejet L5

Paramètre	Concentration en mg/Nm3	Flux en Kg/h
NH <sub>3</sub>	50	0,017
Formaldéhyde	5	0,0017

### Constats :

L'inspection constate que des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) ont été relevés en 2025 sur plusieurs paramètres et lignes d'émission.

#### Ligne L1

- Poussières : Des non-conformités ont été constatées lors des campagnes de mesures du 04/02/2025 et du 26/05/2025. Les mesures réalisées ultérieurement les 27/08/2025 et 04/06/2026 se sont révélées conformes aux VLE applicables ;
- NOx : Un dépassement a été constaté lors de la mesure du 27/08/2025. Les mesures effectuées les 04/02/2025 et 14/10/2025 étaient conformes aux VLE.

Ces éléments traduisent une situation variable selon les campagnes de mesures, sans dépassement systématique mais avec des écarts ponctuels nécessitant une vigilance particulière.

#### Ligne L2

- CO : Un dépassement de la VLE a été constaté lors de la campagne de mesures du 04/02/2025. Une seconde mesure, réalisée le 26/05/2025, s'est révélée conforme à la VLE.

Ces éléments traduisent une situation variable selon les campagnes de mesures, sans dépassement systématique mais avec des écarts ponctuels nécessitant une vigilance particulière.

#### Ligne L4

- Poussières : Des dépassements des VLE (de l'ordre de 10%) ont été constatés lors des mesures du 04/02/2025 (campagnes réalisées par IRH et APAVE), du 26/08/2025 et du 14/10/2025. Une nouvelle campagne de mesures a été réalisée le 20/01/2026 ; les résultats n'étaient pas disponibles au moment de l'inspection.

L'inspection relève que les dépassements sur la ligne L4 présentent un caractère plus récurrent que sur la ligne L1.

#### Analyse des écarts et investigations menées par l'exploitant

L'exploitant indique avoir engagé des investigations approfondies concernant les dépassements observés sur le paramètre poussières de la ligne L4, ainsi que sur la problématique de corrélation dans le cadre du QAL2.

1) Écart entre laboratoires (04/02/2025) :

Les mesures réalisées le même jour par IRH et APAVE ont conduit à des résultats significativement

<p>différents (respectivement 13 mg/Nm<sup>3</sup> et 33 mg/Nm<sup>3</sup>).</p> <p>Après analyse, l'exploitant a identifié une différence de configuration du matériel utilisé : le porte-filtre employé par APAVE n'était pas de même dimension que celui utilisé par IRH, ce qui est susceptible d'avoir influencé les résultats gravimétriques.</p> <p>2) Écart entre mesures gravimétriques et mesures en continu :</p> <p>L'exploitant observe également que les valeurs obtenues par méthode gravimétrique (mesures externes réglementaires) sont supérieures à celles issues de la mesure en continu réalisée par lecture optique.</p> <p>Il indique que la production de laine blanche, nécessitant l'utilisation d'additifs tels que le silicone, pourrait modifier les caractéristiques physico-chimiques des particules et influencer la réponse du capteur optique (indice de réfraction, taille ou morphologie des particules), générant ainsi un biais de mesure.</p> <p>Cette hypothèse reste à confirmer dans le cadre des travaux de fiabilisation de la corrélation réglementaire.</p> <p>L'exploitant indique avoir mis en place un plan d'expériences visant à tester l'impact de certains paramètres de conduite du procédé sur les émissions de poussières (réglages process, conditions de fonctionnement).</p> <p>À ce stade, les ajustements testés n'ont pas permis d'obtenir une amélioration significative et durable de fiabilité des résultats. Les investigations sont toujours en cours.</p> <p>Les dépassements constatés, en particulier sur la ligne L4, appellent à la poursuite des investigations techniques et à la fiabilisation de la chaîne de mesure (QAL2). L'inspection sera attentive aux résultats de la campagne du 20/01/2026 ainsi qu'aux suites données au plan d'actions engagé.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Au regard des dépassements des valeurs limites d'émission constatés en 2025 sur le paramètre poussières de la ligne L4, et des investigations en cours relatives notamment à la corrélation QAL2 et aux écarts entre mesures gravimétriques et mesures en continu, l'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. Les résultats complets de la campagne de mesures réalisée le 20/01/2026, accompagnés de l'analyse associée (comparaison aux VLE, commentaires techniques, positionnement par rapport aux résultats antérieurs) ;</li> <li>2. Un plan d'actions formalisé, précisant : <ul style="list-style-type: none"> <li>○ les causes identifiées ou hypothèses techniques retenues ;</li> <li>○ les mesures correctives ou préventives engagées ou programmées (techniques, organisationnelles ou relatives à la chaîne de mesure) ;</li> <li>○ un échéancier de mise en œuvre ;</li> <li>○ les modalités de vérification de l'efficacité des actions engagées.</li> </ul> </li> </ol> <p>L'inspection rappelle que la récurrence des dépassements observés sur la ligne L4 nécessite la mise en place de mesures correctives adaptées et pérennes afin de garantir le respect des valeurs limites d'émission applicables.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air sur les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence	Points de mesure et emplacements	Méthode de mesure
Poussières Arsenic Cadmium Chrome VI NH3	Tous les 6 mois	<ul style="list-style-type: none"><li>• deux points en zone de retombées principales ;</li><li>• un point en zone de retombées secondaires ;</li><li>• un point témoin.</li></ul>	Campagne de 15 jours réalisée à la même période de l'année.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site de l'établissement ou dans son environnement proche.

Si la campagne de surveillance des retombées atmosphériques dans l'air ambiant met en évidence une pollution, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour chercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Il informe le préfet des résultats de ses investigations et le cas échéant des mesures prises ou envisagées.

En l'absence de dépassements aux teneurs maximales réglementaires, attribuables aux installations autorisées par le présent arrêté, pendant une durée minimale de deux ans, les mesures pourront être réalisées tous les deux ans en lieu et place de tous les six mois, après accord préalable de l'Inspection des installations classées.

**Constats :**

Premier semestre 2025

L'exploitant a transmis le rapport de la campagne réalisée du 10/07/2025 au 07/08/2025 (rapport IRH n° MPYP250046-25-68-R1).

La campagne a porté sur l'ensemble des paramètres prescrits (poussières totales, As, Cd, Cr VI, NH<sub>4</sub>) et a été réalisée selon les normes mentionnées. Les données météorologiques (vitesse et direction du vent, pluviométrie) sont jointes au rapport.

Quatre points de prélèvement avaient été définis conformément à la prescription. Toutefois, un acte de vandalisme sur le point « Plaine 2 » n'a pas permis d'obtenir des résultats exploitables pour cette jauge. L'inspection constate que, malgré cet aléa, la campagne couvre les paramètres exigés, avec une représentativité spatiale légèrement réduite pour ce semestre.

Second semestre 2025

Pour le second semestre, le suivi repose :

- sur une campagne réalisée par IRH du 09/09/2025 au 08/10/2025 (rapport n° MPYP250046-



25-86-R0), portant sur le paramètre NH<sub>4</sub> ;

- sur le dispositif de surveillance assuré par Atmo Occitanie, dans le cadre du partenariat mis en place sur la zone industrielle.

L'inspection rappelle que le recours au suivi réalisé par Atmo Occitanie a fait l'objet d'un accord de l'inspection des installations classées afin qu'il se substitue et/ou complète la campagne semestrielle prescrite.

Le rapport mensuel de novembre 2025 d'Atmo Occitanie présente notamment :

- des mesures en continu de particules dans l'air ambiant (PM<sub>10</sub>, PM<sub>2.5</sub>, PM<sub>1</sub>, particules ultrafines) ;
- des analyses différées de métaux dans les PM<sub>10</sub> ;
- deux séries de mesures de retombées atmosphériques (juillet-septembre et septembre-novembre 2025), incluant retombées totales et métaux.

Les résultats indiquent que les retombées totales et les concentrations en métaux mesurées respectent les valeurs de référence retenues (TA Luft, OPAIR). Un point présente ponctuellement des niveaux d'arsenic plus élevés que les autres sites, sans dépassement des valeurs annuelles de référence à ce stade.

L'inspection constate que :

- une surveillance semestrielle est effectivement réalisée conformément à la prescription ;
- le premier semestre couvre l'ensemble des paramètres exigés, sous réserve de la perte d'un point de mesure pour cause de vandalisme ;
- pour le second semestre, le dispositif combinant la campagne IRH et le suivi assuré par Atmo Occitanie, validé par l'inspection, permet de couvrir les objectifs de la prescription ;
- les résultats transmis à ce stade ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs de référence retenues pour l'interprétation environnementale.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra s'assurer que les mesures réalisées par ATMO Occitanie permette de suivre le paramètre chrome VI. A défaut, la surveillance trimestrielle sur ce paramètre devra être réalisée par l'exploitant, au même titre que le paramètre NH<sub>4</sub><sup>+</sup>.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### **N° 6 : Surveillance de l'accumulation du plomb et du cadmium dans les sols**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

#### **Prescription contrôlée :**

Tous les six mois, l'exploitant fait réaliser trois prélèvements et les analyses correspondantes permettant de déterminer la teneur en plomb et en cadmium dans le sol. Ces mesures sont réalisées à la même période de l'année (plus ou moins 15 jours).

Si la campagne de surveillance des sols met en évidence une pollution, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour chercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Il informe le préfet des résultats de ses investigations et le cas échéant des mesures prises ou envisagées.

En l'absence de dépassements aux teneurs maximales réglementaires, attribuables aux installations autorisées par le présent arrêté, pendant une durée minimale de deux ans, les

mesures pourront être réalisées tous les trois ans en lieu et place de tous les six mois, après accord préalable de l'Inspection des installations classées.

Les points de prélèvements sont les suivants :

- deux points en zone de retombées principales ;
- un point en zone de retombées secondaires ;
- un point témoin.

#### Constats :

L'inspection a examiné les rapports relatifs aux deux campagnes semestrielles de prélèvements et d'analyses de sols réalisées en 2025 (rapports n° MPYP250046-25-67-R1 du 19/06/2025 et n° MPYP250046-25-106-R0 du 25/09/2025).

#### Dispositif de surveillance

L'inspection constate que :

- les quatre points de prélèvement (deux en zone de retombées principales, un en zone secondaire et un point témoin) sont conformes aux prescriptions de l'arrêté préfectoral ;
- les localisations retenues (École la Guerissa, Plaine 2, Cité des Ingénieurs, Avezac) sont identiques pour les deux campagnes, ce qui garantit la comparabilité des résultats dans le temps ;
- la méthodologie d'échantillonnage mise en œuvre et la répartition géographique des points apparaissent adaptées pour apprécier l'éventuel impact des retombées atmosphériques sur les sols.

#### Résultats - Sols (plomb et cadmium)

L'inspection constate que :

- les teneurs en plomb mesurées dans les sols (comprises entre 14 et 36 mg/kg MS) sont stables entre les deux campagnes et demeurent inférieures aux valeurs de référence communément admises pour des usages résidentiels (notamment 100 mg/kg selon les guides méthodologiques de l'INERIS) ;
- les teneurs en cadmium sont inférieures à la limite de quantification (< 0,4 mg/kg MS) pour l'ensemble des échantillons analysés ;
- aucun dépassement de valeur de référence n'est mis en évidence et aucune tendance à l'augmentation des concentrations n'est observée sur la période considérée.

Ces éléments ne mettent pas en évidence d'accumulation significative en métaux lourds dans les sols sur les secteurs suivis.

L'inspection souligne la nécessité de poursuivre la surveillance lors des prochaines campagnes afin d'identifier une éventuelle tendance.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Surveillance de l'impact des rejets sur les végétaux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

#### **Prescription contrôlée :**

Tous les six mois, le dépôt sur les végétaux et l'imprégnation des végétaux par les métaux suivants : cadmium, plomb, mercure, arsenic, et antimoine, font l'objet de mesure entre juin et septembre

dans l'environnement de l'établissement.

Si la campagne de surveillance de l'impact des rejets sur les végétaux met en évidence une pollution, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour chercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Il informe le préfet des résultats de ses investigations et le cas échéant des mesures prises ou envisagées.

En l'absence de dépassements aux teneurs maximales réglementaires, attribuables aux installations autorisées par le présent arrêté, pendant une durée minimale de deux ans, les mesures pourront être réalisées tous les trois ans en lieu et place de tous les six mois, après accord préalable de l'Inspection des installations classées.

Ces mesures sont réalisées, dans la mesure du possible, sur les types de végétaux suivants :

- herbe dans deux prairies destinées à l'alimentation animale ;
- une production végétale destinée à l'alimentation humaine sur deux parcelles différentes ;
- une production végétale destinée à l'alimentation animale sur deux parcelles différentes.

De plus, une analyse du sol est également réalisée à proximité de chaque prélèvement de végétaux.

#### **Constats :**

Les deux campagnes ont été réalisées dans la période autorisée par la prescription, comprise entre juin et septembre. La première campagne, effectuée le 19 juin 2025, et la seconde, réalisée le 25 septembre 2025, respectent ainsi l'exigence temporelle fixée.

L'inspection a examiné les résultats des analyses des végétaux prélevés lors des campagnes de juin et septembre 2025. Ces analyses mettent en évidence des dépassements ponctuels des teneurs maximales réglementaires en plomb et en cadmium.

Les échantillons issus des sites « École la Guerissa » et « Cité des Ingénieurs » présentent des concentrations en plomb supérieures à la limite réglementaire de 0,10 mg/kg fixée par le règlement (CE) n° 1881/2006, avec des valeurs atteignant jusqu'à 0,89 mg/kg pour certains végétaux prélevés à l'École la Guerissa. Un léger dépassement en cadmium a également été relevé sur ce même site (0,055 mg/kg pour une valeur maximale de 0,05 mg/kg).

Toutefois, ces dépassements ne peuvent, en l'état des éléments disponibles, être directement corrélés aux rejets de l'installation classée, les contrôles des émissions atmosphériques ne mettant pas en évidence de dépassement des valeurs limites d'émission pour les métaux réglementés et les analyses de sols ne révélant aucune anomalie (cf. points de contrôle n°4, 5 et 6).

Plusieurs hypothèses peuvent être envisagées pour expliquer ces résultats :

- une contamination historique des sols, antérieure à l'implantation de l'installation ou liée à d'anciennes activités ;
- une capacité d'accumulation spécifique de certaines espèces végétales ;
- une contamination externe par dépôts atmosphériques issus d'autres sources (trafic routier, pratiques agricoles, sources diffuses locales, etc.) ;
- une contamination superficielle des végétaux par dépôts particuliers.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Au regard de ces éléments, l'inspection souligne la nécessité :

- de poursuivre la surveillance lors des prochaines campagnes afin d'identifier une éventuelle tendance d'évolution ;
- d'engager, en cas de renouvellement des dépassements, une analyse plus approfondie visant à en déterminer l'origine ;
- d'assurer une information adaptée des riverains concernés (établissement scolaire, exploitants agricoles) sur les résultats obtenus ainsi que sur les bonnes pratiques sanitaires (lavage soigneux des légumes, épluchage lorsque pertinent, diversification des cultures).

L'exploitant tiendra l'inspection des installations classées informée des modalités d'information mises en œuvre auprès des riverains concernés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Transmission des résultats

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 20/12/2024, article 9.3.4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des effets des rejets sur l'environnement

##### **Prescription contrôlée :**

Les résultats de la surveillance des effets des rejets atmosphériques sur l'environnement est transmise à l'Inspection des installations classées dans les trois mois suivant la fin des campagnes de mesure.

Ces résultats sont assortis :

- de la description des méthodes de prélèvements, de conservation et d'analyse des échantillons, et de l'indication des normes en vigueur utilisées ;
- d'une comparaison des différents paramètres aux valeurs limites réglementaires ou à défaut aux valeurs guides existantes en vigueur à la date dudit rapport ;
- des commentaires de l'exploitant ;
- des éventuelles actions à mettre en œuvre à partir des résultats des mesures effectuées, des conditions de fonctionnement des installations, des conditions météorologiques et de toutes autres données utiles.

##### **Constats :**

Les résultats de la surveillance des effets des rejets atmosphériques sur l'environnement ont été transmise à l'inspection, par mail daté du 15 janvier 2026.

Les résultats sont accompagnés des éléments prescrits et n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.

**Type de suites proposées :** Sans suite